

SOCIÉTÉ DES MUSÉES DE SCIENCES ET TECHNOLOGIES DU CANADA

RAPPORT ANNUEL 2015-2016



SOCIÉTÉ DES MUSÉES DE SCIENCES
ET TECHNOLOGIES DU CANADA

Canada

Société des musées de sciences et technologies du Canada

Rapport annuel 2015-2016

Table des matières

<u>Objet</u>	<u>Page</u>
Message du président du conseil d'administration	3
Message du président-directeur général	5
Gouvernance	7
Présentation de la Société et de ses musées	10
Faits saillants concernant la Société et ses musées	13
Rapport sur les indicateurs de rendement	18
Commandites, ententes et protocoles d'entente	20
Discussion et analyse de la direction, et états financiers	25

Message du président du conseil d'administration de la Société des musées de sciences et technologies du Canada, Gary Polonsky, Ph. D.

Il ne fait aucun doute que les sciences et la technologie sont des catalyseurs de l'évolution humaine. Des balbutiements de l'agriculture et de la médecine autochtones au Canadarm, en passant par l'invention du téléphone et les percées innovatrices dans la radiothérapie contre le cancer, l'ingéniosité scientifique et l'innovation technologique ont incontestablement des répercussions sur la vie sur Terre.

C'est un plaisir constant de présider le conseil d'administration de la Société des musées de sciences et technologies du Canada — une institution avant-gardiste, chargée d'une mission essentielle : être une source d'inspiration pour la population canadienne dans le domaine des sciences et de la technologie. Le Canada est depuis longtemps un chef de file à ce chapitre et, au fur et à mesure que nous continuerons d'encourager et de stimuler les jeunes esprits, je ne peux que penser aux projets scientifiques et technologiques encore plus innovateurs que nous réserve l'avenir.

Notre plan d'entreprise pour les prochaines années repose sur cinq objectifs précis. Le premier vise l'immense collection d'artéfacts scientifiques de la Société. Comptant actuellement plus d'un million d'objets, notre collection est l'une des plus belles du genre au monde, et nous la confions à un personnel dévoué, qui travaille sans relâche à la conserver, à l'interpréter et à la diffuser, chez nous comme à l'étranger, aujourd'hui et pour les générations futures.

Notre deuxième objectif concerne l'éducation. Nos enfants sont notre avenir, et notre institution continue de mettre en place des moyens novateurs de communiquer avec les jeunes. Nous leur offrons des expositions, des programmes scolaires, des activités en ligne et plusieurs applications mobiles qui témoignent de la pertinence des sciences et en facilitent l'accès, encourageant les jeunes à poursuivre une carrière et des études supérieures dans les domaines scientifiques. Nous avons donc l'ambition de rejoindre tous les jeunes, tous les jours, chez eux comme dans leur classe, pour les sensibiliser à l'importance des sciences et de la technologie dans leur vie quotidienne.

Notre troisième objectif est axé sur notre portée comme institution d'envergure nationale. À ce titre, nous poursuivons nos efforts en vue de rejoindre les citoyens canadiens, peu importe la région où ils vivent. Par nos expositions itinérantes, nos initiatives régionales, nos troupes éducatives, nos applications et nos outils pédagogiques en ligne, nous continuons de faire figure de pouce quand il s'agit de trouver des façons nouvelles de rejoindre la population.

Notre quatrième objectif consiste à demeurer responsables et viables. L'argent compte, et la responsabilité aussi. La Société excelle sur ce plan. Nos budgets sont équilibrés. Nous respectons nos échéances. Nos projets de construction et de rénovation reçoivent des critiques dithyrambiques, et je tiens à remercier personnellement les équipes qui en assurent le bon déroulement.

Enfin, il y a l'infrastructure. Depuis quelques années, c'est un objectif important au sein de nos trois musées. Nous sommes extrêmement privilégiés de pouvoir compter sur le soutien du gouvernement fédéral pour réaliser notre projet de renouvellement du Musée des sciences et de

la technologie du Canada. En outre, le gouvernement fédéral a annoncé dernièrement une aide supplémentaire de 156,4 millions de dollars pour la construction d'un centre ultramoderne destiné à l'entreposage et à la conservation de notre collection, en collaboration avec l'Institut canadien de conservation et le Musée des beaux-arts du Canada. Nous espérons que cet immeuble servira de modèle, témoignant une fois de plus de la valeur du savoir scientifique canadien et de l'avenir prometteur auquel le Canada est voué dans le domaine des sciences.

Avant de terminer, j'aimerais remercier deux groupes particulièrement. D'abord, nos partenaires — nos partenaires privés, du secteur à but non lucratif, provinciaux et municipaux —, qui ont tous à cœur la cause des sciences et de la technologie, tant au pays qu'à l'échelle internationale.

Ensuite, le gouvernement du Canada et, par surcroît, la population de ce pays exceptionnel, qui nous confient cette nouvelle injection de fonds. Grâce à cette aide, nous pourrons continuer de promouvoir les réalisations scientifiques canadiennes à la fois dans nos salles d'exposition et dans le cadre de la préservation de l'une des collections les plus remarquables du genre au monde, et nous en sommes profondément reconnaissants.

Que ce soit par l'entremise d'un premier modèle d'aéronef motorisé, d'une colonie d'abeilles au travail ou de la dernière traverse de notre premier chemin de fer national, les trois musées composant la Société des musées de sciences et technologies du Canada racontent l'histoire derrière la science. L'histoire humaine est un récit d'innovations, et nos musées sont au cœur de la diffusion du récit des innovations canadiennes dans le monde.

Message du président-directeur général de la Société des musées de sciences et technologies du Canada, Alex Benay

Renouvellement et regard vers l'avenir — c'est l'essence même des sciences et de la technologie. Cette année qui se termine à la Société des musées de sciences et technologies du Canada en est certes un bel exemple.

Au sommet de la liste de nos projets trônent sans aucun doute le renouvellement actuel du Musée des sciences et de la technologie du Canada, et la construction d'un nouvel immeuble ultramoderne : le Centre de collections et conservation. Ce sont, en réalité, des projets captivants que nous avons tous hâte de réaliser. Ainsi disposerons-nous d'une nouvelle vitrine nationale qui mettra en valeur les innovations scientifiques canadiennes, ainsi que d'un immeuble convenable qui abritera l'une des collections scientifiques les plus imposantes au monde.

Notre regard vers l'avenir, toutefois, exige beaucoup plus que des briques et du mortier — notamment dans un monde de plus en plus interconnecté. Nous devons trouver d'autres moyens de rejoindre la population canadienne et mondiale. Nous devons mettre en place des initiatives qui éveillent l'intérêt des sciences et en démontrent la pertinence. Nous devons créer un engouement pour la technologie et en promouvoir la valeur comme catalyseur du changement.

Au cours de la dernière année, nous avons mis toute notre énergie sur ces impératifs. Au Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada, nous avons lancé la série de conférences *À saveur de science* et offert six causeries pour adultes, allant du rôle de la levure dans la fabrication de la bière aux technologies solaires de pointe. Nous avons aussi fait la promotion de l'éducation dans le domaine de l'alimentation et de l'importance d'une saine alimentation auprès des visiteurs de tous âges dans le cadre du *Défi enfant santé* et de l'exposition **Conservation des aliments : De la science, on en mange!**. Le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada n'est pas en reste. Voulant élargir l'horizon de ses visiteurs, il a présenté l'exposition **Vivre en orbite : la Station spatiale internationale**, encensée par la critique, et lancé deux applications mobiles extrêmement populaires, permettant aux utilisateurs de s'élancer vers le ciel et de jouer les as des combats aériens pendant la Première Guerre mondiale.

Nous avons aussi établi des partenariats avec des fondations, des entreprises privées, des particuliers, d'autres institutions et beaucoup d'autres intervenants afin d'accroître notre capacité de sensibiliser une nouvelle clientèle à la cause des sciences. Nous avons élargi notre portée afin de rejoindre un public plus vaste à l'échelle nationale. Nous avons accédé à la citoyenneté numérique et en avons enseigné les principes à une génération habituée aux appareils portatifs. Nous faisons de notre mieux pour nous démarquer sur le plan de la diffusion et de l'accessibilité.

Ces objectifs sont en partie réalisés dans le cadre d'initiatives particulières, dont le programme *Musée mobile*, qui parcourt les collectivités locales, et nos programmes participatifs comme la plateforme *InnovationCanada150.ca*. Nous poursuivrons également notre travail visant à redonner à la collectivité, notamment aux jeunes, grâce à des initiatives comme le tournoi de golf de bienfaisance *Coup de départ techno* et *Teens for Tech* (les ados et la technologie). Et, bien entendu, comme notre institution est axée sur les sciences, nous utilisons les nouvelles technologies avec aisance afin de développer des applications mobiles populaires, de créer des ressources en ligne de premier ordre et, d'abord et avant tout, de nous rendre accessibles auprès

de tous les foyers, de toutes les écoles et de toutes les bibliothèques au pays qui ont accès à l'Internet.

La science n'atteint son objectif que si elle évolue; c'est pourquoi l'innovation sera toujours notre cheval de bataille. En même temps, nous sommes conscients que les gens sont attirés à la fois par les sciences et la technologie, et que la dimension humaine doit toujours demeurer au centre de l'expérience des visiteurs. Dans cette optique, nous estimons que notre collection est essentiellement un atout sur lequel nous misons pour raconter le récit de l'innovation humaine; elle ne représente pas l'histoire en soi, elle la relate.

Traditionnellement, les sciences et la technologie sont considérées par beaucoup comme des sujets ennuyeux, sans intérêt. Dans nos trois musées, nous tentons continuellement de changer cette perception et de démontrer que les sciences sont omniprésentes dans notre vie quotidienne et qu'elles sont captivantes, voire divertissantes. Ce sont les scientifiques qui nous expliquent pourquoi les abeilles sont en train de disparaître, comment est la vie sur Mars et quel sera l'avenir des énergies vertes. Ces récits ne s'adressent pas uniquement à la population canadienne, mais ont aussi une valeur intrinsèque pour le reste du monde. Le Canada est depuis longtemps un chef de file de l'innovation scientifique et technologique; nos musées contribuent à faire connaître ces réalisations et à en promouvoir l'utilité et la pertinence.

Les musées nationaux ne travaillent pas en vase clos. Financés par la population canadienne, nous avons la responsabilité de diffuser nos ressources. C'est pourquoi nous travaillerons à élargir notre rayonnement encore plus dans l'avenir en mettant sur pied diverses initiatives, dont la réalisation de documentaires scientifiques de long métrage et l'élaboration d'une nouvelle stratégie d'« expansion internationale » qui comportera la présentation d'expositions importantes venant d'autres institutions, la diffusion de nos expositions à l'étranger et la production d'un nouvel éventail d'outils et de ressources numériques.

L'histoire humaine est fondée sur les récits de ceux et celles qui nous ont précédés. En qualité de chef de file du secteur des sciences et de la technologie, non seulement nous diffuserons les leçons et les réalisations que nous lèguent nos prédécesseurs, mais nous continuerons aussi de réaliser des percées innovatrices qui prouveront non seulement que la science est profondément ancrée dans notre quotidien, mais qu'elle ouvre aussi la voie aux collectivités et à leurs membres.

Gouvernance

La Société est dirigée par un conseil d'administration, dont les membres sont nommés par la ministre du Patrimoine canadien avec l'approbation du gouverneur en conseil. Par l'entremise de la ministre du Patrimoine canadien, le conseil est responsable devant le Parlement des affaires de la Société. Le conseil d'administration au grand complet s'est réuni sept fois au cours de l'exercice financier 2015-2016.

Le conseil compte 11 administrateurs, dont un président et un vice-président; les membres du conseil viennent de partout au Canada. Le conseil d'administration est appuyé par quatre comités : le Comité exécutif, le Comité des finances, de la vérification et de la gestion des risques, le Comité de gouvernance et le Comité des installations majeures. Les membres du conseil sont collectivement responsables du leadership stratégique et de la responsabilisation, ainsi que de la gestion des activités et des affaires de la Société; ils veillent à ce que toutes les responsabilités conférées à la Société par la *Loi sur les musées* et par la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* soient respectées.

Outre les réunions du conseil et des comités du conseil, les administrateurs participent à des réunions avec la direction, ainsi qu'à des activités spéciales au nom de la Société. Le conseil a aussi l'occasion d'échanger avec la population à sa réunion publique annuelle, au cours de laquelle il parle du mandat, des priorités et de la gestion financière de la Société.

STRUCTURE DES COMITÉS

Les comités du conseil d'administration se réunissent habituellement avant chaque réunion du conseil, ou par téléconférence, et font rapport de leurs activités lors des réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration compte actuellement les quatre comités suivants :

Comité exécutif

Le Comité exécutif (CE) est composé du président, du vice-président et de deux autres administrateurs nommés par le conseil; le président-directeur général y siège, mais n'a pas droit de vote. Ce comité établit les objectifs de rendement annuels de la Société et il a le plein pouvoir d'agir lorsqu'il n'est pas possible de réunir rapidement la totalité des membres du conseil d'administration. Le Comité exécutif s'est réuni deux fois au cours de l'exercice financier 2015-2016.

Comité des finances, de la vérification et de la gestion des risques

Le Comité des finances, de la vérification et de la gestion des risques (CFVGR) supervise la gestion financière de la Société, ainsi que ses pratiques et ses systèmes d'information. Ce comité examine les plans quinquennaux d'exploitation et d'immobilisations de la Société, ainsi que les états financiers annuels et trimestriels, et conseille les administrateurs sur ces sujets. De plus, le CFVGR choisit les vérifications internes, examine les plans et rapports des vérificateurs et conseille les administrateurs sur ces sujets, et supervise les politiques et pratiques de la Société en matière de gestion des risques. Le comité est composé d'au moins quatre administrateurs, en plus du président du conseil et du PDG, ces derniers n'ayant cependant pas droit de vote au sein du comité. Le comité s'est réuni cinq fois au cours de l'exercice financier 2015-2016.

Comité de gouvernance

Le Comité de gouvernance (CG) surveille et examine la gouvernance de la Société relativement aux pratiques exemplaires, et formule des recommandations dont le but est d'améliorer l'efficacité opérationnelle. Le CG examine également la structure et la composition des comités du conseil, et veille à ce qu'un processus d'autoévaluation du conseil d'administration soit mis en œuvre. Le comité examine la nomination des membres du conseil et la reconduction de leur mandat, et fait des recommandations sur ces sujets; il est composé d'au moins quatre administrateurs, de même que du président du conseil et du PDG, ces derniers n'ayant cependant pas droit de vote. Le comité s'est réuni deux fois en 2015-2016.

Comité des installations majeures

Le Comité des installations majeures (CIM) a été mis sur pied en raison du fait que le renouvellement du Musée des sciences et de la technologie du Canada, ainsi que la planification et la construction prochaine du nouveau Centre d'entreposage et de conservation de la collection, annoncé en mars 2016, exigent du conseil une supervision accrue. Le comité s'est réuni à 28 reprises en 2015-2016.

Conseil d'administration

Nom, région

Mandat – Comité du conseil

(au cours de l'exercice financier 2015-2016)

Gary Polonsky, Ph. D., Ontario

du 14 janvier 2010 au 13 janvier 2018 — président, CE (président), CFVGR, CG, CIM

Jim Silye, Ontario

du 18 juin 2010 au 17 juin 2018 — vice-président, CE, CFVGR, CIM

Marie-Claire Bélanger, Ph. D., Québec

du 1^{er} mars 2012 au 29 février 2016 — CG, CIM

Harold Bjarnason, Ph. D., Manitoba

du 23 avril 2009 au 30 septembre 2017 — CFVGR

David James Cohen, Québec

du 13 juin 2014 au 12 juin 2018 — CIM

C. David Desjardins, Ph. D., Nouveau-Brunswick

du 5 février 2015 au 4 février 2019 — CG

Jane Hungerford, Colombie-Britannique

du 7 mars 2013 au 6 mars 2017 — CG

Helen Johns, Ontario

du 4 octobre 2012 au 3 octobre 2016 — CFVGR

Virginia McLaughlin, Ontario
du 18 décembre 2009 au 17 décembre 2016 — CE, CG (présidente), CIM

*Eloise Opheim O.C., Saskatchewan
du 27 juin 2009 au 12 juin 2014 — CG

Neil Russon, Nouveau-Brunswick
Du 29 janvier 2008 au 29 février 2016 — CE, CFVGR (président)

Glen Schmidt, Alberta
du 17 décembre 2013 au 16 décembre 2017 — CFVGR, CIM (président)

*Margaret E. Smith, Nouvelle-Écosse
du 5 mars 2009 au 5 février 2015 — CG

*Bien que le mandat des administratrices Margaret E. Smith et Eloise Opheim ait pris fin avant 2015-2016, elles ont continué de siéger au conseil d'administration en 2015-2016 jusqu'à la nomination de leurs successeurs.

Le mandat de Marie-Claire Bélanger, Ph. D., et de Neil Russon a également pris fin en 2015-2016; conformément à la *Loi sur les musées*, ils demeurent en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur.

+++++

Nombre de réunions tenues par chaque comité :

Conseil d'administration
2015 : 23 avril, 20 mai, 2 et 26 juin, 16 septembre, 26 novembre
2016 : 4 février

CFVGR
2015 : 25 juin, 27 août, 25 novembre
2016 : 4 et 26 février

CE
2015 : 20 mai, 25 juin
2016 : aucune réunion

CG
2015 : 25 juin, 25 novembre
2016 : aucune réunion

CIM

2015 : 23 et 29 avril, 2 et 26 juin, 6 et 15 juillet, 5 et 26 août, 2, 9, 16, 24 et 30 septembre, 7, 14 et 28 octobre, 4, 13 et 25 novembre, 2, 9 et 21 décembre

2016 : 6, 13 et 27 janvier, 4 et 24 février, 24 mars

Présentation de la Société

Vision

Inciter tous les Canadiens et Canadiennes à découvrir leur passé, leur présent et leur avenir scientifiques et technologiques dans un lieu où les innovations du passé rencontrent l'avenir.

Mission

Faire la collection d'objets, explorer et susciter la participation par l'entremise des sciences, de la technologie et du génie.

La Société des musées de sciences et technologies du Canada comprend le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et le Musée des sciences et de la technologie du Canada. Ensemble, les trois musées ont la responsabilité de préserver le patrimoine scientifique et technologique du Canada, ainsi que de promouvoir, célébrer et faire connaître ce patrimoine.

MANDAT

La Société a été constituée en tant que société d'État autonome le 1^{er} juillet 1990, en vertu de la *Loi sur les musées*. Le mandat de la Société est énoncé comme suit dans la Loi :

« Favoriser la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et technologiques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique et des rapports de ces derniers avec la société sur les plans économique, social et culturel. »

La Société et ses trois musées sont situés dans la région de la capitale du Canada; la Société fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre du Patrimoine canadien.

HAUTE DIRECTION

Les activités quotidiennes de la Société sont administrées par son président-directeur général, avec l'aide de l'équipe de la haute direction, qui est composée de la directrice générale ou du directeur général de chacun des musées, du chef de l'exploitation et responsable des projets d'immobilisations, de la vice-présidente, Collection, recherche et gouvernance, de la vice-présidente, Développement des affaires, de la vice-présidente, Affaires publiques et marketing, et de la vice-présidente, Ressources humaines.

Structure hiérarchique de la Société

Conseil d'administration

Président-directeur général

Chef de l'exploitation et responsable des projets d'immobilisations

Directrice générale,
Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada (MAAC)

Directeur général,
Musée de l'aviation et de l'espace du Canada (MAEC)

Directeur général,
Musée des sciences et de la technologie du Canada (MSTC)

Vice-présidente, Développement des affaires

Vice-présidente, Collection, recherche et gouvernance

Vice-présidente, Ressources humaines

Vice-présidente, Affaires publiques et marketing

Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada (MAAC)

Le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada est le musée national du Canada dans le domaine des sciences et de la technologie agricoles. Situé à la Ferme expérimentale centrale, au cœur d'Ottawa, le Musée gère une collection d'animaux d'élevage rares et traditionnels, et propose un vaste éventail d'expositions et de programmes éducatifs destinés à informer les visiteurs sur les liens qui existent entre l'agriculture, la technologie, l'environnement et les aliments que nous consommons.

En tant que ferme en activité au cœur de la région de la capitale du Canada, le Musée est une destination très populaire auprès des familles et des groupes scolaires. La diffusion étant aussi sa priorité, le Musée offre également des ressources pédagogiques en ligne et des trousseaux éducatifs destinés aux écoles. Il participe également à des initiatives nationales, dont la Semaine de sensibilisation à l'agriculture canadienne, qui encourage les Canadiens et Canadiennes à visiter un musée sur l'agriculture ou une ferme, ou encore à trouver des façons de participer en ligne à une activité dans leur collectivité.

Musée de l'aviation et de l'espace du Canada (MAEC)

Le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada est le musée national du Canada dans le domaine aérospatial. Abritant la plus belle collection d'aéronefs au monde, le Musée est situé à proximité d'un aéroport en activité et organise des tours d'hélicoptère et de biplan au-dessus de la ville, en plus d'offrir à ses visiteurs des expositions, une programmation et des applications mobiles exceptionnelles, qui les transportent dans des univers allant du premier vol d'un aéronef motorisé à la vie en orbite à bord de la Station spatiale internationale.

Les cérémonies commémoratives occupent également une part importante des activités du Musée. Il importe notamment de souligner que le Musée organise actuellement des activités visant à souligner le centenaire de la Première Guerre mondiale, y compris des événements spéciaux et une exposition d'aéronefs datant de cette époque, sans compter l'*Académie des as*, deux applications mobiles très populaires mises au point par le Musée. Comme il le fait chaque année, le Musée a aussi commémoré la bataille d'Angleterre, le jour J, le jour du Souvenir et l'opération Manna, et rendu hommage à des aviateurs canadiens.

Musée des sciences et de la technologie du Canada (MSTC)

Le Musée des sciences et de la technologie du Canada est le musée national du Canada dans le domaine des sciences et de la technologie; c'est l'un des plus anciens musées du genre dans le monde. Non seulement est-il le premier musée interactif de sciences et de technologie au Canada, mais il demeure également le plus grand et le plus complet dans ce domaine au pays.

Situé dans une ancienne boulangerie, le Musée sera fermé au public jusqu'en novembre 2017, puisque des travaux de rénovation y seront faits à grande échelle. Malgré sa fermeture, le Musée continue d'offrir des activités intéressantes à ses visiteurs, que ce soit en ligne ou par l'entremise d'établissements partenaires. En outre, le gouvernement fédéral a annoncé dernièrement une aide

substantielle pour la construction d'un centre ultramoderne destiné à l'entreposage et à la conservation de la collection, témoignant de l'importance du patrimoine scientifique et technologique du Canada, tant pour la population canadienne que pour le reste du monde.

Faits saillants concernant la Société et ses musées **(texte adapté de la vidéo des faits saillants du PDG)**

Je suis particulièrement fier, cette année, que nous ayons pu sortir des sentiers battus pour nous rapprocher du vaste monde extérieur. Comme beaucoup d'entre vous le savent sans doute, notre institution phare, le Musée des sciences et de la technologie du Canada, est actuellement fermée, alors que nous procédons à un important projet de renouvellement. Je suis d'ailleurs impressionné par tous les efforts que déploie notre personnel pour trouver des moyens innovateurs de continuer de diffuser nos messages. Mais j'y reviendrai un peu plus tard.

Événements

Au cours de la dernière année, nos deux autres musées demeurant ouverts travaillaient activement à réaliser un éventail complet d'événements et de programmes publics. Il y avait des activités pour familles comme le Jour de la bibitte et le Festival de la tonte des moutons au Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada et la semaine du Souvenir et de la Journée nationale de l'enfant au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. Il y avait aussi des événements destinés aux adultes, comme Baconpalooza au Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada. Les visiteurs ont pu participer à une vaste gamme d'activités aux musées, allant de la conservation des légumes à s'imaginer ce que serait la vie sur Mars.

Expositions et acquisitions

Bien entendu, qui dit *musée*, dit *expositions*, et nous en avons eu de très belles cette année. Présentée au Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada, l'exposition **La nourriture va gagner la guerre** explorait l'histoire de l'alimentation pendant la Seconde Guerre mondiale, de l'agriculture à grande échelle aux « jardins de la Victoire ». Au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada, l'exposition **Vivre en orbite : la Station spatiale internationale**, conçue par le Musée pour l'Agence spatiale canadienne, plongeait les visiteurs dans l'univers des astronautes qui, pendant des mois, vivent dans l'espace, en orbite autour de la Terre.

La fermeture du Musée des sciences et de la technologie du Canada ne l'a toutefois pas empêché de produire des expositions itinérantes, dont **La maison énergie** et **Maîtres du jeu**, qui partira en tournée à l'automne 2016.

Chaque année, la Société ajoute des objets d'importance nationale et internationale à sa collection. Non seulement, cette année, a-t-elle fait des acquisitions importantes sur le plan scientifique et technique, mais elle a aussi acquis des objets importants sur le plan social.

Parmi ses nombreuses acquisitions, le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada a mis la main sur l'un des premiers modèles de la batteuse Dion datant des années 1920, fabriquée par la société québécoise Dion & Frères. Modèle de réussite au Québec, la compagnie

Dion survit toujours et demeure un fabricant indépendant d'équipement agricole, ce qui est remarquable dans cette ère dominée par les fusions et acquisitions à l'échelle mondiale.

Le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada a fait l'acquisition d'archives retraçant les débuts de la carrière de l'aviateur manitobain William Edgar Robinson. Formé à la Wright School of Aviation, aux États-Unis, Robinson a servi dans le Royal Naval Air Service sur le front occidental et dans la Méditerranée pendant la Première Guerre mondiale. L'une des pièces rares de la collection Robinson est un document signé par Orville Wright. Comme vous le savez il était le premier pilote au monde à faire voler un aéronef motorisé plus lourd que l'air.

Le Musée des sciences et de la technologie du Canada a acquis un mètre Lenoir. C'est l'un des premiers mètres étalons en laiton témoignant de la naissance du système métrique, vers 1800. Utilisé dans un bureau officiel de vérification en France, cet artéfact est maintenant le plus vieil instrument de mesure métrique au Canada.

Le Musée des sciences et de la technologie du Canada a également fait l'acquisition d'objets importants témoignant des techniques de fabrication et de conception utilisées au pays dans les années 1970. Il s'agit d'un ensemble de trois appareils électroménagers de marque Viking fabriqués au Québec : une cuisinière, un réfrigérateur et un lave-vaisselle. De couleur rouge automnal (*Autumn Red*), l'une des couleurs en vogue à cette époque, ces appareils sont à l'image de la relance économique et de la prospérité de la classe moyenne qui ont marqué les années suivant la Seconde Guerre mondiale. Viking était la marque maison du défunt magasin Eaton.

Le Musée des sciences et de la technologie du Canada a aussi acquis un robot de fabrication artisanale, doté d'une intelligence artificielle, qui a réussi sa traversée du Canada sur le pouce. Appelé hitchBOT, le robot a entrepris son voyage sur le bord de la route à Halifax en Nouvelle-Écosse le 27 juillet 2014. Après avoir parcouru des milliers de kilomètres en 19 étapes, il a terminé sa course à Vancouver en Colombie-Britannique le 21 août, seulement 25 jours plus tard. Toutes les 20 à 30 minutes, hitchBOT captait des images numériques, qui ont été téléchargées sur un serveur, puis diffusées sur Internet par l'équipe de conception du robot afin de raconter son périple. hitchBOT regroupe un certain nombre d'innovations techniques intéressantes. Il comble aussi une lacune importante dans les collections du Musée en matière de communications et d'informatique.

Une autre acquisition du Musée cette année est un parfait exemple du croisement entre la technologie et les drames de la vie humaine et les luttes que nous menons. Je parle des objets recueillis par un médecin canadien à bord d'un navire de sauvetage dans la mer Méditerranée pendant la crise des migrants. Parmi ces nombreux objets se trouvent une boussole marine trouvée dans un radeau pneumatique plein à craquer, des dispositifs de flottaison pour enfants et des appareils médicaux essentiels. Ces objets ont été exposés au Musée canadien de l'immigration du Quai 21, à Halifax, puis transportés en mai au Musée canadien pour les droits de la personne à Winnipeg.

Les photos de ces objets et d'autres artéfacts, ainsi que des renseignements connexes, sont accessibles sur la base de données *Collection en ligne* de notre site Web.

Expositions virtuelles et programmation en ligne

Ces jours-ci, bien entendu, les attrait à ne pas manquer sont nos expositions virtuelles et notre programmation en ligne, d'ailleurs fort intéressantes. Encore une fois, notre institution fait preuve d'excellence. L'exposition virtuelle **Les abeilles, une sucrée de bonne idée** est fascinante. Les visiteurs de tous âges y découvrent les abeilles et leur importance pour l'agriculture.

Au cours de la dernière année, le Musée des sciences et de la technologie du Canada est aussi devenu le premier musée national à lancer une exposition virtuelle en collaboration avec l'Institut culturel de Google. Les vidéobulles Google pour la famille sont aussi des activités amusantes. Cette année, nous avons ajouté des vidéobulles sur les abeilles et les avions. Des centaines de personnes ont assisté aux vidéobulles en direct, puis aux séances enregistrées sur YouTube par la suite. Bien entendu, nous offrons aussi une multitude de ressources en ligne aux enfants, aux écoles, aux familles, aux universitaires et aux chercheurs.

Diffusion nationale et présence en ligne

Tout organisme public digne de ce nom — et c'est d'autant plus vrai pour les institutions comme la nôtre, dont la vocation est fondée sur le contenu — doit avoir une présence importante en ligne. Nous avons une présence active sur les réseaux sociaux, y publiant souvent des messages sur Facebook, Twitter et dans des blogues. Depuis plusieurs années maintenant, nous publions aussi des vidéos sur notre chaîne YouTube. Les expositions itinérantes sont, bien entendu, l'un des principaux véhicules que nous utilisons pour rejoindre la population à l'extérieur de la région de la capitale nationale. Au cours de la dernière année, quelques-unes de nos expositions ont parcouru le pays, attirant 3,5 millions de visiteurs dans les villes et villages, allant de St. John's en Terre-Neuve-et-Labrador à Vancouver en passant par Fort McMurray en Alberta.

Toutefois, nos applications mobiles sont l'un des créneaux dans lesquels nos musées se démarquent particulièrement. Dans la dernière année, nous avons mis au point des applications exceptionnelles permettant aux gens d'enfiler l'uniforme des as des combats aériens pendant la Première Guerre mondiale. Bientôt, nous lancerons aussi une application qui transportera les utilisateurs sur Mars et nous en offrons une autre qui sensibilise les utilisateurs à l'importance des abeilles dans notre monde. À ce jour, nos applications ont été téléchargées dans plus de 170 pays.

Même s'il est fermé en ce moment, le Musée des sciences et de la technologie du Canada est quand même allé à la rencontre des Canadiens en personne. La ScienceMobile s'est encore rendue dans les écoles, les garderies et les bibliothèques pour offrir des programmes aux jeunes esprits curieux. Nous avons ainsi rejoint plus de 40 000 enfants et adultes cette année.

Initiatives de la Société

Bien que nos trois musées s'emploient toujours activement à accomplir leurs mandats respectifs, la Société s'occupe globalement de certaines initiatives très importantes.

Certains d'entre vous connaissent peut-être déjà le programme *Parlons énergie* dont fait partie la Semaine *Parlons énergie*. Les deux visent à engager un dialogue pancanadien sur la place de l'énergie dans nos vies. L'an dernier, plus de 2,2 millions de personnes ont participé à la Semaine *Parlons énergie* — un nombre très impressionnant.

Dans le cadre de promouvoir la sensibilisation et la participation aux sciences, et pour souligner le 150^e anniversaire du Canada, nous avons créé un recueil numérique interactif de récits sur les personnes, les lieux et les artefacts qui témoignent du génie inventif et innovateur des Canadiens et des Canadiennes. Notre livre d'histoires est accessible sur la plateforme InnovationCanada150.ca, et nous vous invitons à y contribuer.

Il y a deux ans, nous avons procédé au lancement de notre collection en ligne afin d'en faciliter l'accès. Cette année, nous avons pris les devants en offrant un libre accès aux fonds numériques de recherche et d'information de nos musées. Cette initiative permet ainsi à toute la population canadienne d'accéder aux connaissances dont nous sommes les dépositaires.

Je suis heureux de souligner également que la Société est officiellement partenaire des Prix du Gouverneur général pour l'innovation, créés récemment.

Renouvellement du Musée des sciences et de la technologie du Canada

Parlons maintenant du sujet qui, pour beaucoup de gens, est le plus important concernant notre société : le renouvellement du Musée des sciences et de la technologie du Canada.

Avant d'entreprendre ce projet de 80,5 millions de dollars, nous avons tenu des consultations publiques et reçu des commentaires très constructifs. Ce qui nous a encore le plus touchés, toutefois, c'est l'importance que la population canadienne accorde au Musée.

Le projet a donc manifestement reçu bon accueil de la part de toute la population canadienne. Elle a accepté que le Musée des sciences et de la technologie du Canada subisse une importante cure de rajeunissement de son enveloppe, de ses galeries, de ses commodités et de ses expositions. Je ne sais pas pour vous, mais j'ai vraiment hâte à novembre 2017, quand le nouveau musée rouvrira ses portes au public.

Parlant de l'avenir, nous sommes heureux également de travailler en collaboration avec le Musée des beaux-arts du Canada et l'Institut canadien de conservation à la construction d'un Centre de collections et conservation à la fine pointe de la technologie. L'ouverture de cet immeuble est prévue en 2018. Il abritera non seulement tous les objets de notre collection, allant des turbines aux objets d'art, mais sera aussi un exemple de ce que des institutions peuvent accomplir en travaillant ensemble.

Les progrès réalisés à ce jour concernant le renouvellement du Musée des sciences et de la technologie du Canada, et la planification que nous avons amorcée relativement au Centre de collections et conservation me convainquent que la Société a les meilleures équipes du pays effectuant ce travail.

Conclusion

Voilà! Ce survol résume l'année que nous avons connue — une année très réussie. Nous avons eu notre lot de difficultés, mais, grâce au soutien du gouvernement, aux directives d'un conseil d'administration déterminé, au dévouement de notre personnel et, bien sûr, à l'appui continu et à l'enthousiasme de nos visiteurs sur place et en ligne, c'est une année dont nous sommes tous fiers, et ce, pour de justes raisons. Les deux musées qui sont demeurés ouverts au public ont accueilli près de 410 000 visiteurs. Notre présence sur les médias sociaux nous a permis de rejoindre 14 millions de personnes; 1,1 million de personnes ont visité nos sites Web et 840 000 interactions sur Facebook, Twitter et YouTube.

Et la liste continue. Nos expositions virtuelles ont attiré plus de 93 000 personnes. Plus de 75 000 ont téléchargé nos trousseaux d'activités pédagogiques. Notre nouvelle application *Académie des as : Escadrille noire* a été téléchargée 61 000 fois dans 172 pays — et je me permets d'ajouter que cette appli a été lancée il y a seulement quelques mois. Tous comptes faits, plus de 21 600 000 connexions ont été faites avec les gens alors que nous poursuivons nos efforts visant à inciter tous les Canadiens et Canadiennes à découvrir leur passé, leur présent et leur avenir scientifiques et technologiques dans un lieu où les innovations du passé rencontrent l'avenir.

C'est un plaisir de diriger une société comme la nôtre et je suis fier de ce que nous avons pu accomplir au cours des douze derniers mois. Des expositions populaires, une forte présence sur la scène nationale et internationale, une programmation exceptionnelle, des activités innovatrices en ligne et des initiatives qui continuent de renforcer l'importance réelle des sciences et de la technologie dans notre quotidien. Ce fut une année captivante, et je suis impatient de voir ce que nous réserve la prochaine.

Alex Benay
Président-directeur général
Société des musées de sciences et technologies du Canada

Rapport sur les indicateurs de rendement aux fins du Rapport annuel 2015-2016

Mesures	Résultat de l'indicateur / cible	Résultat supérieur (↑) ou inférieur (↓) à la cible
Objectif stratégique 1 : Au premier rang dans sa catégorie — Collections		
<i>Stratégie 1.1 : Rendre la collection plus accessible, tant sur le plan numérique qu'en personne.</i> <i>Stratégie 1.2 : Devenir des chefs de file de la recherche thématique en sciences et en technologies en mettant l'accent sur l'expertise et sur le partage de celle-ci.</i> <i>Stratégie 1.3 : Faire progresser le Projet de rationalisation de la collection.</i>		
Pourcentage de la collection qui est numérisé	96 % (cible : 94 %) 100 % de la collection de la Bibliothèque	↑
Nombre de mètres carrés libérés	987 m ² (11 119 p ²) (cible : 5 000 p ²)	↑

Objectif stratégique 2 : Au premier rang dans sa catégorie — Éducation et expositions		
<i>Stratégie 2.1 : Créer des expositions uniques qui offrent des expériences pertinentes, stimulantes et amusantes.</i> <i>Stratégie 2.2 : Offrir la programmation éducative en STGAM dans des contextes formels et informels.</i> <i>Stratégie 2.3 : Célébrer les innovations canadiennes importantes et inspirantes dans le domaine des sciences et de la technologie.</i>		
Fréquentation au MAAC et au MAEC	MAAC : 187 568 (cible : 180 000) MAEC : 222 169 (cible : 200 000)	↑
Nombre de téléchargements de documents éducatifs	MAAC : total de 42 589 (niveau de référence) MAEC : total de 7 800 (niveau de référence) MSTC : total de 37 198 (niveau de référence)	
Pourcentage de satisfaction des visiteurs	91 % (cible : 90 %)	↑
Nombre de programmes scolaires offerts/nombre de participants	MAAC : 658 programmes/18 583 participants (niveau de référence) MAEC : 794 programmes/23 798 participants (niveau de référence) MSTC : 74 programmes/2 431 participants (niveau de référence)	

Objectif stratégique 3 : Diffusion nationale		
<i>Stratégie 3.1 : Concevoir une gamme créative et pertinente de produits de diffusion.</i> <i>Stratégie 3.2 : Concevoir et maintenir de solides réseaux régionaux, nationaux et internationaux.</i> <i>Stratégie 3.3 : Rehausser la visibilité grâce à de nouvelles stratégies de mise en marché et d'image de marque.</i>		
Nombre de participations virtuelles (Web, médias sociaux, etc.)	6 014 341 (cible : 1 652 060)	↑

Mesures	Résultat de l'indicateur / cible	Résultat supérieur (↑) ou inférieur (↓) à la cible
Fréquentation des expositions itinérantes	114 176 de visiteurs pour les expositions itinérantes Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal : 3 500 500 (cible : 3 800 000)	↓
Nombre d'écoles qui ont utilisé les trousseaux éducatifs Edukit	18 écoles/10 groupes scouts/1 286 jeunes engagés (niveau de référence)	

Objectif stratégique 4 : Viabilité et rentabilité		
<i>Stratégie 1 : Concevoir un solide modèle de gestion qui permet de diversifier et maximiser la rentabilité commerciale.</i> <i>Stratégie 2 : Avec les partenaires et les commanditaires, miser sur le programme du gouvernement en matière d'innovation.</i> <i>Stratégie 3 : Investir dans nos effectifs et nos milieux de travail.</i>		
Montant des recettes d'exploitation produites	Total : 3,86 M\$ (cible : 3,12 M\$)	↑
Montant des contributions sous forme de dons, de commandites ou de dons en nature	Total : 1,48 M\$ (cible : 1,60 M\$)	↓
Nombre d'heures de formation offertes aux employés	Total : 2 457,25 heures (cible : 2 054 heures)	↑

Objectif stratégique 5 : Infrastructure novatrice et renouvelée		
<i>Stratégie 1 : Inaugurer le MSTC renouvelé.</i> <i>Stratégie 2 : Répondre à la nécessité d'avoir des installations de conservation et de restauration pour la collection aéronautique.</i> <i>Stratégie 3 : Lancer une campagne de financement des immobilisations pour un centre de nutrition et de sécurité alimentaire au MAAC.</i> <i>Stratégie 4 : Poursuivre la conception d'un édifice expressément conçu pour l'entreposage et la préservation de la collection nationale.</i>		
Se conformer aux jalons du projet pour la modernisation du MSTC	Le projet progresse selon le calendrier et le budget établis.	↑
Réaliser une analyse de rentabilisation concernant le centre de conservation et de restauration de la collection aéronautique	En cours	↓
Lancer avec succès la campagne de financement des immobilisations pour le centre de nutrition et de sécurité alimentaire au MAAC	En attente	↓

Mesures	Résultat de l'indicateur / cible	Résultat supérieur (↑) ou inférieur (↓) à la cible
Explorer les options possibles concernant les installations pour la collection en réserve	Analyse de rentabilisation réalisée. Financement de 156,4 M\$ annoncé dans le budget de 2016 pour la construction du Centre de collections et conservation.	↑

COMMANDITES ET PARTENARIATS

La Société travaille activement à tirer des recettes de commandites et de partenariats. Au cours de l'exercice 2015-2016, elle a conclu et renouvelé, avec l'aide de sa division du développement des affaires, plusieurs ententes pluriannuelles sous forme de contribution en espèces ou en nature avec des représentants des secteurs privé et public, et assuré la continuité de nombreuses autres. La liste qui suit répertorie les initiatives soutenues par chacun des partenaires.

Baconpalooza

Bell Média
Clocktower Brew Pub
Fireplace Centre and Patio Shop
Hôtel Marriott, Ottawa
Seed to Sausage

Guide audio-vidéo, Musée de l'aviation et de l'espace du Canada

Fondation Richardson

Exposition sur les entrepreneurs canadiens

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (Programme d'innovation Construire au Canada)

Cartes-tapis géantes Le Canada vu de l'espace

Agence spatiale canadienne

Initiative sur le canola

Alberta Canola Producers Commission
Association manitobaine des producteurs de canola
Canadian Canola Growers Association
Commission de développement du colza de la Saskatchewan
Conseil canadien du canola

Éducation dans le domaine de l'alimentation

Agence canadienne d'inspection des aliments
Agence de la santé publique du Canada
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Bernardin
Nestlé Canada
Santé Canada (Direction des aliments)
Tetra Pak Canada

Du roc à la réalité – Projet historique de la métallurgie et des mines

Hatch
Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole
Société canadienne du traitement des minerais
Société de la métallurgie et des matériaux

Maîtres du jeu

Conseil de recherches en sciences humaines
Electronic Arts

À la recherche de la voiture canadienne

AUTO21
Toyota Canada
TV Rogers

Série de conférences Kenneth Molson

Fondation Kenneth M. Molson

L'héritage du Canadarm

Agence spatiale canadienne

Parlons énergie

Association canadienne des producteurs pétroliers
Canadian Natural Resources Limited
Canadian Nuclear Revitalization Partners
Cenovus Energy
Commission canadienne de sûreté nucléaire
ConocoPhillips
Encana
Environnement et Changement climatique Canada
Fondation l'Impériale
Fondation Suncor Énergie
Ressources naturelles Canada
Technologies du développement durable Canada
Université d'Ottawa – École de science informatique et de génie électrique

Vivre en orbite : la Station spatiale internationale

Agence spatiale canadienne

Labo en action – Renouveau du Musée des sciences et de la technologie du Canada
Université d'Ottawa

Coin des créateurs – Renouveau du Musée des sciences et de la technologie du Canada
Fraser Somers

Histoire orale : Pionniers de l'espace
Agence spatiale canadienne

La potasse : nourrir le monde
Agrium
Fertilisants Canada
Potash Corporation of Saskatchewan
The Mosaic Company

Les légumineuses : le partenaire idéal
Pulse Canada

Zone techno : RADARSAT
Agence spatiale canadienne

La science du sol
Conseil canadien de conservation des sols
Fertilisants Canada
Nutriments pour la vie

Gala Starfleet
Mattel
Monnaie royale canadienne
Resonance
Star Motors d'Ottawa
Twitter Canada
VLN Advanced Technologies Inc.

Institut d'été pour enseignants à l'élémentaire
FLUOR Canada

Tournoi de golf de bienfaisance *Coup de départ techno*
Aldrich Pears
BDMK Consultants
Deloitte
Emerion
Genband
Globalive XMG
Iron Horse
MacEwen
OpenText

Protocoles d'entente

Cette année, la Société a signé des protocoles d'entente* ou collaboré avec les organisations suivantes. Les protocoles d'entente signés avec les partenaires externes soutiennent la collaboration de même que la mise en commun des connaissances, des services et des ressources financières en vue de concevoir des programmes et des expositions qui répondent à des objectifs communs.

Protocoles d'entente et autres accords

- Actua*
- Aéroclub Rockcliffe
- Aéroports de Montréal
- Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada
- Agence canadienne d'inspection des aliments
- Agence spatiale canadienne
- Ambassade du Mexique au Canada
- Association des musées canadiens *
- Bibliothèque et Archives Canada
- Bytown Railway Society Inc.
- Canadian Warplane Heritage Museum
- Cité de l'énergie (Shawinigan, Québec)
- Collège Algonquin
- Conseil canadien des techniciens et technologues
- Conseil des 4-H du Canada
- Conseil national de recherches du Canada
- Energy Exchange
- Fondation canadienne des nutriments pour la vie
- Globalive XMG JV Inc.*
- Gone West Productions
- Institut canadien de conservation
- Institut Périmètre*
- International Pilot Academy
- Le Groupe Molior
- Ministère de la Défense nationale
- National Music Centre
- Office national du film du Canada
- Parlons sciences
- Rare Breeds Canada
- Ressources naturelles Canada
- Royal Air Force Museum
- Santé Canada (Direction générale des produits de santé et des aliments)
- Science Nord*
- Société canadienne des anesthésiologistes

- Société géographique royale du Canada
- SE3D Interactive
- TELUS Spark – Calgary Science Centre*
- Title Entertainment Inc.*
- Université Carleton
- Université d'Ottawa

2015-2016

Discussion et analyse de la direction

La Société des musées de sciences et technologies du Canada s'est engagée à réaliser le mandat établi par la *Loi sur les musées*, tout en fournissant le fondement financier et opérationnel nécessaire pour appuyer le renouvellement continu et l'exécution de ses nombreux programmes et projets.

Orientation stratégique

Pour la période de planification de 2015-2016 à 2019-2020, le conseil d'administration a établi un nouvel ensemble d'objectifs stratégiques liés à son architecture d'harmonisation de programmes. Les cinq objectifs stratégiques à long terme guideront la Société vers l'atteinte de résultats clés. Des mesures de rendement sont liées à chaque objectif stratégique et celles-ci font l'objet d'un suivi en vue d'évaluer leurs progrès par rapport aux objectifs et aux stratégies de la Société.

Les cinq objectifs stratégiques sont les suivants :

1. Au premier rang dans sa catégorie – Collections (préservation du patrimoine)
2. Au premier rang dans sa catégorie – Éducation et expositions (diffusion du savoir)
3. Diffusion nationale (diffusion du savoir)
4. Viabilité et rentabilité (services internes et installations)
5. Infrastructure novatrice et renouvelée (installations)

Comme en témoigne le présent rapport annuel, la Société a travaillé avec diligence au cours des dernières années pour atteindre des résultats par rapport à ces objectifs stratégiques.

Analyse environnementale

Données démographiques

Afin de demeurer pertinents aux yeux des citoyens qu'ils servent, les musées doivent être conscients des changements démographiques qui se produisent dans la société canadienne. Principalement, le Canada observe actuellement un vieillissement de sa population, une hausse du nombre de jeunes professionnels qui s'intéressent aux activités de loisir et un accroissement de la diversification culturelle et linguistique au sein de sa société. La Société tient compte de ces changements sociodémographiques lorsqu'il examine ses installations, ses programmes et autres produits et services, afin de favoriser davantage l'inclusion de tous les visiteurs.

Économie

L'économie canadienne continue de se remettre modestement du ralentissement économique. Les recettes provenant des activités commerciales de la Société dépendent du nombre de visiteurs et peuvent être touchées par une baisse des dépenses discrétionnaires des Canadiens liées aux

loisirs et au tourisme. La Société continuera de suivre l'évolution des tendances en matière d'économie et de tourisme au Canada dans le contexte de prévisions de prix et de recettes.

L'avenir des innovations en matière de science, de technologie, d'ingénierie, d'arts et de mathématiques au Canada étant entre les mains des jeunes d'aujourd'hui, la Société continuera de trouver des occasions d'encourager les jeunes à poursuivre des carrières dans ces domaines.

D'autres modes de financement sont de plus en plus populaires, notamment les options de microfinancement et l'utilisation de plateformes de financement collectif comme Kickstarter et Indiegogo pour atteindre des donateurs locaux, nationaux et internationaux. La Société continuera d'explorer de nouveaux projets qui pourraient être financés avec succès à l'aide de ces méthodes.

Tendances numériques

Les Canadiens s'attendent à avoir accès à du contenu culturel sur les plateformes numériques. La Société continuera d'accroître le nombre de produits et services numériques offerts. Par exemple, l'utilisation d'applications mobiles dans les musées est une tendance clé permettant de fournir des renseignements supplémentaires aux visiteurs et faisant en sorte que les visiteurs en ligne et hors ligne puissent jouer un rôle relativement au contenu du musée. La Société tire profit du succès de l'application *Ace Academy* pour continuer à explorer de meilleures façons d'utiliser les applications mobiles riches en contenu sur place et aux fins de sensibilisation.

La Société continuera d'accorder la priorité à la numérisation de la collection, à l'adaptation aux nouvelles technologies et à l'examen des meilleures stratégies et plateformes numériques. Afin de devenir un chef de file de l'industrie culturelle relativement à l'utilisation de technologies numériques, la Société commencera à explorer des applications de réalité amplifiée dans un contexte muséal. Elle a également commencé à numériser des artefacts en 3D.

Au moyen de connexions virtuelles rendues largement accessibles grâce à des applications mobiles et des logiciels de vidéoconférence, la Société continue de diffuser des renseignements et de donner accès à sa collection par l'intermédiaire de vidéos en ligne. En outre, la Société surveille les possibilités et les tendances dans le domaine de l'éducation numérique et de l'apprentissage à distance comme moyen d'interaction.

Les tendances en matière d'externalisation ouverte comprennent la transcription ou la contextualisation d'artefacts, l'ajout de documents complémentaires à une collection ou la conservation conjointe par des non-professionnels. La Société explore des façons d'utiliser l'externalisation ouverte pour tirer profit du pouvoir découlant du nombre et de la diversité des contributeurs, ainsi qu'accroître le taux de participation à ses activités.

Analyse du risque

Les pressions découlent des coûts croissants associés à tous les aspects du fonctionnement, de la dotation et de la technologie. La situation a changé en novembre 2014, lorsque le gouvernement fédéral a annoncé un investissement supplémentaire de 80,5 millions de dollars pour appuyer le renouvellement du Musée des sciences et de la technologie du Canada. Le Musée sera fermé

pendant encore un an et demi, durant lesquels on cherchera d'autres façons de favoriser la culture scientifique et technologique.

Les trois principaux risques pour la Société déterminés comme ayant la plus grande incidence et étant les plus susceptibles de se produire au cours de 2015-2016 étaient les suivants : la compromission de la collection nationale en entreposage en raison de conditions de mise en réserve inappropriées; le dépassement des coûts en lien avec un important projet d'immobilisations; l'écart croissant entre les coûts de fonctionnement et les produits; la perte de pertinence résultant de la capacité limitée d'investir dans de nouveaux programmes et de nouvelles expositions.

Pour réduire ces pressions, la Société adopte de bonnes pratiques de gestion financière, prend des mesures de réduction et de compression des coûts, et diversifie ses revenus, ses commandites et ses contributions. Elle utilise également des ressources externes pour établir des relations professionnelles et financières et améliorer les relations existantes aux fins d'exécution des programmes. En 2015-2016, la Société a accru ses activités de rayonnement avec l'initiative *Le Musée mobile* pour offrir ses programmes dans les écoles. En outre, elle a dédié davantage de ressources aux activités liées au développement d'entreprise, comme les commandites. La Société a finalement réduit le budget alloué à l'entretien paysager et a réservé des expositions grandioses pour les prochaines années.

La Société continue de communiquer les pressions financières qu'elle subit au gouvernement. En mars 2016, le budget fédéral prévoyait un financement de 156,4 millions de dollars visant à permettre à la Société de construire des bâtiments en vue de l'entreposage de ses collections, ainsi que des fonds visant la mise en œuvre, au cours des cinq prochaines années, des autres projets d'immobilisations reportés.

Aperçu du budget

Le budget total de la Société pour 2015-2016, fondé sur la comptabilité d'exercice, était de 36,5 millions de dollars, et comprenait des fonds de trois sources : crédits parlementaires, recettes d'exploitation et contributions. La fermeture du Musée des sciences et de la technologie du Canada depuis septembre 2014 aux fins de travaux de restauration et de modernisation a des répercussions importantes sur les recettes et les contributions. Cette situation se poursuivra jusqu'à ce que les travaux soient terminés en novembre 2017.

Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires ont diminué légèrement, passant de 31,7 millions de dollars en 2014-2015 à 30,8 millions de dollars en 2015-2016, selon la comptabilité d'exercice. Selon la comptabilité de trésorerie, le total des crédits votés pour 2015-2016 était de 59,6 millions de dollars étant donné les fonds d'exploitation temporaires reçus par la Société pour la restauration du MSTC et les fonds d'immobilisations d'importance versés pour la modernisation du bâtiment du MSTC (y compris un nouveau toit et un renforcement parasismique) et des expositions complètement renouvelées.

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation ont diminué d'environ un million de dollars, passant de 4,898 millions de dollars en 2014-2015 à 3,856 millions de dollars en 2015-2016. Cette baisse découle de la perte de produits liés aux droits d'entrée et programmes, au stationnement et à la boutique, et d'autres produits découlant de la fermeture du MSTC.

Contributions

Les contributions reconnues à titre de produits varient d'une année à l'autre, en fonction des produits requis pour financer des programmes précis et monter de nouvelles expositions. Les contributions ont diminué de près de 500 000 \$, passant de 1,979 millions de dollars en 2014-2015 à 1,484 millions de dollars en 2015-2016. Cette baisse est principalement attribuable à une activité liée aux expositions relativement faible, découlant de la fermeture du MSTC.

Charges d'exploitation

Les charges totales de la Société pour 2015-2016 étaient de 36,1 millions de dollars comparativement à 37,8 millions de dollars en 2014-2015. La baisse découle de la réduction des coûts d'exploitation associés à la fermeture du MSTC. Les coûts relatifs au personnel continuent de représenter la plus grande partie des fonds utilisés, totalisant 18 millions de dollars en 2015-2016 par rapport à 19,4 millions de dollars en 2014-2015.

Diffusion des connaissances

Les charges liées à la diffusion des connaissances ont diminué, passant de 13,7 millions de dollars en 2014-2015 à 11,3 millions de dollars en 2015-2016. Cette baisse est largement attribuable à des économies de coûts relatifs au personnel réalisées durant la fermeture du MSTC.

Préservation du patrimoine et services internes

Les charges associées à la préservation du patrimoine sont demeurées relativement stables à 4,4 millions de dollars, comparativement à 4,1 millions de dollars en 2014-2015. Les coûts liés aux services internes sont passés de 6,6 millions de dollars en 2014-2015 à 7,3 millions de dollars en 2015-2016, principalement en raison de l'embauche de personnel temporaire pour répondre aux exigences accrues en matière d'établissement de rapports et exécuter le projet de modernisation du MSTC.

Installations

Les charges liées aux installations ont diminué légèrement, passant de 13,5 millions de dollars en 2014-2015 à 13,1 millions de dollars en 2015-2016. Cette baisse découle principalement d'économies réalisées en lien avec l'entretien, les services publics et les paiements tenant lieu d'impôt durant la fermeture du MSTC.

Résultats d'exploitation nets et situation en fin d'exercice

Les résultats d'exploitation nets montrent un surplus de 358 000 \$ en 2015-2016. Les produits liés au nombre accru de droits d'entrée et de visiteurs au Musée de l'aviation et de l'espace du

Canada et au Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada ont dépassé les objectifs fixés d'un total de 209 000 \$ en 2015-2016, contribuant au surplus. En outre, des économies ont été réalisées quant aux coûts relatifs au personnel et aux installations en raison de la fermeture du MSTC.

Immobilisations et collections

Les immobilisations corporelles sont passées de 63,9 millions de dollars en 2014-2015 à 71,9 millions de dollars en 2015-2016, principalement en raison des investissements dans la modernisation du MSTC. La Société a fait l'acquisition de 96 objets pour sa collection, dont la plupart ont été acquis pour des expositions au Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada et au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada, et elle a investi dans de l'équipement et des logiciels en vue de faire progresser la stratégie numérique de la Société. La Société a effectué la radiation d'actifs évalués à 532 000 \$ en raison de la fermeture du MSTC.

Aperçu

L'an prochain, la Société poursuivra son travail en vue de l'atteinte de ses objectifs stratégiques quinquennaux, en vertu desquels les musées seront mieux équipés en 2020 et mieux placés pour servir les Canadiens. Afin de demeurer pertinente aux yeux des Canadiens, la Société ne doit pas limiter ses activités à la région de la capitale nationale. L'utilisation des médias sociaux et de ressources numériques constitue une partie importante des efforts de sensibilisation déployés par la Société, notamment le recours à des sites et à des contenus Web renouvelés, ainsi qu'à des plateformes comme Flickr, Twitter, YouTube, Pinterest, Facebook et bien d'autres.

Les professionnels et les cadres de la Société continueront d'élaborer des gammes de produits créatifs, des expositions thématiques et des expériences intéressantes — notamment des simulateurs et des vols en aéronefs au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et des promenades en wagon au Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada — afin d'approfondir l'engagement des visiteurs et d'accroître le flux de rentrées de la Société.

Les outils virtuels permettent aux Canadiens d'accéder rapidement à la collection nationale, mais rien ne peut remplacer les visites sur place permettant d'admirer des artefacts réels. Tout en préservant sa collection nationale pour le compte de tous les Canadiens, la Société cherche également à partager son patrimoine scientifique et technologique avec le reste du monde. En continuant à promouvoir les prêts d'artefacts et en élargissant son stock de produits pour les expositions itinérantes, la Société favorise davantage la culture scientifique et technique au Canada et partout dans le monde — un mandat qui devient de plus en plus pertinent à mesure que la société approfondit sa dépendance à la science et à la technologie dans tous les domaines, de la fabrication jusqu'à l'agriculture.

La préservation de ce riche patrimoine dans des installations louées, qui présentent des problèmes particuliers en matière d'infrastructure, demeurera l'un de nos principaux objectifs, tout comme l'allègement des pressions financières. Au cours des deux prochaines années, la sollicitation de la participation des Canadiens à la réinvention du Musée des sciences et de la technologie du Canada constituera une entreprise emballante qui permettra de vivre des expériences réelles et virtuelles dans le cadre desquelles se rencontreront le passé et l'avenir. Les

efforts de la Société seront également axés sur la planification, la conception et la construction d'un nouveau centre de conservation des collections qui sera achevé au printemps 2018.

Comme les célébrations du 150^e anniversaire de la Confédération en 2017 approchent à grands pas — lesquelles comprendront l'ouverture d'un Musée des sciences et de la technologie du Canada renouvelé — il importe de montrer aux Canadiens non seulement d'où ils viennent, mais vers quoi ils se dirigent. Grâce à l'intendance minutieuse de ses ressources physiques, humaines et financières, combinée aux efforts continus pour attirer d'autres partenaires et intervenants, la Société est optimiste concernant sa capacité à continuer d'inspirer les jeunes Canadiens, tout en suscitant la fierté dans l'ensemble du pays quant à notre patrimoine scientifique et technologique.

États financiers

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

Les états financiers du présent rapport annuel ont été préparés par la direction conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, applicables aux organismes sans but lucratif; la direction répond de l'intégrité et de l'objectivité des données qui y figurent. La direction est également responsable de toute autre information que renferme le rapport annuel et de la concordance, le cas échéant, de cette information avec les états financiers.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient des registres et documents comptables, des contrôles financiers et de gestion, des systèmes d'information et des pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une assurance raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) et à ses règlements, à la *Loi sur les musées* et ses règlements, aux règlements administratifs de la Société ainsi qu'à l'instruction donnée en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* décrite à la note 1 afférente aux états financiers.

Le Conseil d'administration doit veiller à ce que la direction respecte ses obligations en matière de rapports financiers et de contrôle interne, ce qu'il fait par l'intermédiaire du Comité des finances, de la vérification et de la gestion des risques, composé en majorité d'administrateurs externes. Le Comité rencontre la direction et le vérificateur externe indépendant pour voir comment ces groupes s'acquittent de leurs responsabilités et pour discuter de points concernant la vérification, les contrôles internes et d'autres sujets financiers pertinents. Le Comité des finances, de la vérification et de la gestion des risques a examiné les états financiers et a soumis son rapport au Conseil d'administration, qui a, à son tour, examiné et approuvé les états financiers.

Le vérificateur externe de la Société, soit le vérificateur général du Canada, vérifie les états financiers et fait rapport au ministre responsable de la Société.



Alex Benay
Le président et directeur-général



Fernand Proulx
Le chef de l'exploitation

Le 27 juin 2016



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À la ministre du Patrimoine canadien

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Musée national des sciences et de la technologie, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016, et l'état des résultats, l'état de l'évolution de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Musée national des sciences et de la technologie au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis les principes comptables des Normes comptables canadiennes pour le secteur public ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Musée national des sciences et de la technologie dont j'ai eu connaissance au cours de mon audit des états financiers ont été effectuées, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, à la *Loi sur les musées* et ses règlements, aux règlements administratifs du Musée national des sciences et de la technologie ainsi qu'à l'instruction donnée en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* décrite à la note 1 afférente aux états financiers.

Pour le vérificateur général du Canada,



Riowen Yves Abgrall, CPA, CA
directeur principal

Le 27 juin 2016
Ottawa, Canada

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

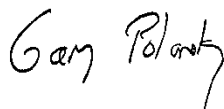
Au 31 mars

(en milliers de dollars)	2016	2015
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	38 318 \$	9 039 \$
Créances		
Ministères	1 685	7 614
Clients	375	438
Stocks	401	522
Frais payés d'avance	592	67
	41 371	17 680
Collection (note 4)	1	1
Immobilisations (note 5)	71 911	63 894
	113 283 \$	81 575 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer (notes 6)	6 549 \$	3 906 \$
Tranche à court terme des avantages sociaux futurs (note 7)	297	618
Apports reportés et produit reporté (note 8)	30 295	9 380
	37 141	13 904
Avantages sociaux futurs (note 7)	196	205
Avance à long terme (note 9)	4 533	4 533
Apports reportés liés aux immobilisations (note 10)	58 140	50 018
	100 010	68 660
ACTIF NET		
Non affecté	3 171	2 813
Investissement en immobilisations	10 102	10 102
	13 273	12 915
	113 283 \$	81 575 \$

Obligations contractuelles et éventualités (notes 15 et 17)

Les notes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil d'administration :



Gary Polonsky
Le président



Neil Russon
Le président, Comité des finances, de la vérification et de la gestion des risques

ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2016	2015
PRODUITS		
Exploitation (Tableau 1)	3 856 \$	4 898 \$
Contributions (Tableau 1)	1 484	1 979
Intérêts	273	151
Total des produits	5 613	7 028
CHARGES (Tableau 2)		
Préservation du patrimoine	4 380	4 120
Diffusion des connaissances	11 328	13 667
Services internes	7 254	6 563
Installations	13 132	13 481
Total des charges	36 094	37 831
Déficit avant les crédits parlementaires	(30 481)	(30 803)
Crédits parlementaires (note 11)	30 839	31 686
Bénéfice net de l'exercice	358 \$	883 \$

Les notes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

2016 2015

INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS

Investissement en immobilisations au début de l'exercice	10 102 \$	10 102 \$
--	-----------	-----------

Investissement en immobilisations au cours de l'exercice	-	-
--	---	---

Investissement en immobilisations à la fin de l'exercice	10 102	10 102
--	--------	--------

ACTIF NET NON AFFECTÉ

Bénéfice non affecté au début de l'exercice	2 813	1 930
---	-------	-------

Bénéfice net de l'exercice	358	883
----------------------------	-----	-----

Bénéfice non affecté à la fin de l'exercice	3 171	2 813
---	-------	-------

ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE

13 273 \$	12 915 \$
-----------	-----------

Les notes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2016	2015
Activités de fonctionnement :		
Encaissements (clients)	4 708 \$	5 357 \$
Crédits parlementaires reçus pour les charges d'exploitation	26 658	26 208
Décaissements (fournisseurs)	(13 717)	(14 236)
Décaissements (salaires et avantages)	(18 520)	(18 447)
Apports affectés reçus de la Fondation	42	191
Intérêts reçus	247	152
Total des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(582)	(775)
Activités d'investissement en immobilisations :		
Décaissements relatifs à l'acquisition d'immobilisations	(9 964)	(1 821)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(9 964)	(1 821)
Activités de financement :		
Commandites reçues pour l'acquisition d'immobilisations	868	270
Crédits parlementaires reçus pour l'acquisition d'immobilisations	38 957	797
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement	39 825	1 067
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	29 279	(1 529)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	9 039	10 568
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	38 318 \$	9 039 \$

Les notes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2016

1. Pouvoirs, mission et activités

Le Musée national des sciences et de la technologie a été constitué le 1^{er} juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*, et est une société d'État mentionnée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujetti à l'impôt sur les bénéfices en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Tel que le mentionne la *Loi sur les musées*, la Société a pour mission de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur le plan économique, social et culturel.

La Société exerce ses activités sous le nom de la Société des musées de sciences et technologies du Canada. Elle gère trois établissements muséaux : le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada. Les activités de la Société sont réparties en quatre activités complémentaires :

Préservation du patrimoine

Cette activité comprend la documentation, le catalogage, la conservation, la recherche historique, la bibliothèque et les services connexes.

Diffusion des connaissances

Cette activité comprend l'élaboration et l'entretien des expositions, les programmes d'interprétation et d'enseignement, de communication et de promotion, la diffusion sur le Web et les autres services aux visiteurs.

Services internes

Cette activité comprend les services de ressources humaines, des finances et de la gestion des installations, du développement d'entreprise et des activités commerciales, qui sont tous gérés centralement.

Installations

Cette activité comprend les frais de fonctionnement et d'entretien des immeubles qui appartiennent à la Société et de ceux qui sont loués, ainsi que les services de protection, la location d'immeubles et les impôts fonciers. Elle comprend également une partie considérable de la charge d'amortissement étant donné que les acquisitions d'immobilisations se rapportent principalement aux installations de la Société.

Directive conformément à l'article 89 de la *Loi sur l'administration financière*

En juillet 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1105) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales, et pour rendre compte de la mise en œuvre de cette instruction dans son prochain plan d'entreprise. À la fin de mars 2016, la Société avait révisé ses directives concernant les voyages et les frais d'accueil. Celles-ci sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2016. Au cours de la prochaine année, la Société prévoit mettre en place les exigences en matière de rapports et de divulgation proactive selon les instruments du Conseil du Trésor. Le rapport sur la mise en œuvre de l'instruction donnée a été inclus dans le Plan d'entreprise de 2016-2017 à 2020-2021.

2. Méthodes comptables

Les méthodes comptables importantes sont :

(a) Base de présentation

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables du secteur public canadien applicables aux organismes gouvernementaux sans but lucratif. La Société a préparé les états financiers en appliquant la série 4200 des normes comptables du secteur public. La Société applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports pour les organismes sans but lucratif.

(b) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les placements de la Société sont très liquides parce qu'ils sont remboursables sur demande sans préavis ni pénalité et sont limités à des placements à revenus fixes auprès d'institutions financières de renom qui sont des membres de l'Association Canadienne des Paiements, et avec une cote de solvabilité de bonne qualité (A-1, A ou mieux) noté par la Société canadienne d'évaluation du crédit (DBRS).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés proviennent des crédits non utilisés et des contributions reportées d'individus et d'entreprises pour des fins déterminées.

(c) Créances

Les créances sont présentées à des montants que l'on prévoit réaliser ultimement. La Société établit une provision pour créances douteuses, qui reflète la baisse de valeur estimative des créances. La provision est basée sur les comptes clients et est déterminée en considérant les connaissances de la Société sur la situation financière de ses clients, l'âge des comptes clients, le climat politique et économique actuel, la concentration des clients, les normes de l'industrie et l'historique de recouvrement.

Les pertes sur créances sont comptabilisées dans l'état des résultats sous les charges d'exploitation.

(d) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et la valeur de réalisation nette est basée sur le prix de détail.

(e) Collection

La collection forme la plus grande part de l'actif de la Société, mais elle est comptabilisée à la valeur nominale de 1 000 \$ à l'état de la situation financière, vu les difficultés pratiques de lui attribuer une valeur significative.

Les objets de collection acquis par la Société sont comptabilisés comme charges dans l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la Société sont enregistrés comme actifs à leur valeur nominale.

(f) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées selon les méthodes suivantes. Les immobilisations corporelles dont la Société s'est portée acquéreur et qui lui appartiennent sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative. Les terrains et bâtiments qui appartenaient au gouvernement du Canada et sous le contrôle de la Société sont comptabilisés à leur coût historique estimatif moins l'amortissement cumulé, dans le cas des bâtiments. Le coût historique estimatif net des bâtiments a été crédité aux apports reportés liés aux immobilisations et le coût historique estimatif des terrains a été crédité à l'actif net à titre d'investissement en immobilisations à l'état de la situation financière. Les terrains dont le coût historique ne peut pas être établi avec une certaine

assurance sont comptabilisés à une valeur nominale et un montant correspondant est crédité à l'actif net. Les améliorations qui prolongent la vie utile ou le potentiel de service des bâtiments et des expositions sont capitalisées et comptabilisées au coût. Les améliorations aux bâtiments et aux expositions sont amorties sur la durée de vie utile des améliorations.

Lorsque les conditions indiquent qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société à fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs associés à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la diminution de la valeur de l'actif. La réduction de valeur nette est alors comptabilisée à titre de charges dans l'état des résultats.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire fondé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, selon la règle de la demi-année pendant l'exercice d'acquisition, comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations aux bâtiments	10 à 25 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans
Logiciels	5 ans
Exposition permanente	5 à 20 ans
Matériel	5 à 12 ans

Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont virées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société.

(g) Avantages sociaux futurs

i) Régime de retraite

L'ensemble des employés de la Société participe au Régime de retraite de la fonction publique, un régime à prestations déterminées établi en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les cotisations doivent être versées par les employés et la Société afin de couvrir les coûts liés au service courant. En vertu de la loi actuelle, la Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer d'autres cotisations en ce qui a trait aux services passés ou au déficit du régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées dans les charges de l'année où les services ont été rendus et représentent l'obligation totale des avantages sociaux futurs de la Société.

ii) Indemnités de départ et prestations de cessation d'emploi

Avant le 11 mai 2012, les employés avaient droit à des indemnités de départ, tel que prévu dans les conventions collectives et les conditions d'emploi. La Société a éliminé ces indemnités à compter du 11 mai, 2012 et les montants non-payés à la fin de l'exercice ont été comptabilisés à titre de courus et sont recalculé chaque année afin de prendre en considération les augmentations de salaire.

La Société continue de fournir des prestations de cessation d'emploi aux employés mis à pied. Les indemnités de départ et les prestations de cessation d'emploi ne sont pas capitalisées d'avance et ne détiennent donc aucun actif. Elles seront prélevées sur les crédits futurs.

iii) Congés de maladie

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquiescent pas. Les congés de maladie non utilisés sont reportés jusqu'à ce que l'employé quitte la Société, auquel l'employé n'a droit à aucun paiement à ce titre et la Société n'a plus aucune obligation financière. La Société comptabilise le coût des congés de maladies futurs au

cours des périodes pendant lesquelles les employés rendent des services à la Société.
L'évaluation du passif est fondée sur la meilleure estimation de la direction de l'inflation, du taux d'actualisation, des données démographiques des employés et de l'utilisation des congés de maladie des employés actifs.

(h) Constatation des produits

i) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada accorde des fonds à la Société.

Les crédits parlementaires reçus pour l'achat des immobilisations amortissables incluant les expositions ayant une durée de vie utile de plus d'un an sont initialement comptabilisés comme apports reportés sur l'état de la situation financière. Quand un achat est effectué, la partie du crédit parlementaire utilisée pour effectuer l'achat est comptabilisée comme apports reportés liés aux immobilisations et est comptabilisée à titre de produits selon la même méthode et pour les mêmes périodes que les immobilisations connexes acquises.

Les crédits parlementaires affectés à des charges précises sont reportés à l'état de la situation financière et comptabilisés à titre de produits à l'état des résultats durant la période au cours de laquelle ces charges sont engagées.

Les crédits parlementaires qui ne sont pas affectés à une fin précise sont comptabilisés à titre de produits dans l'état des résultats de la période pour laquelle le crédit parlementaire est autorisé.

ii) Fonctionnement

Les produits découlant des activités des Musées comprennent les droits d'entrée et la vente de programmes, les ventes en boutique, la location des installations, les adhésions, l'exploitation agricole, le stationnement et d'autres produits. Ils sont constatés dans l'année au cours de laquelle la vente de produits est conclue ou au cours de laquelle les services sont fournis.

iii) Contributions

Les contributions de commandites reçues pour l'acquisition et le développement d'expositions dont la durée de vie utile est de plus de un an sont d'abord comptabilisées à l'état de la situation financière à titre d'apports reportés. Lorsqu'un achat est effectué, la partie des commandites utilisée pour ce faire est inscrite à titre d'apports reportés liés aux immobilisations et comptabilisée à titre de produits selon la même méthode et sur la même période que les expositions connexes acquises.

Les apports affectés à l'externe à des fins précises sont reportés à l'état de la situation financière et comptabilisés à titre de produits à l'état des résultats durant l'exercice au cours duquel les charges connexes sont comptabilisées et les exigences sont satisfaites.

Les contributions non restrictives sont comptabilisées à titre de produits à l'état des résultats dès qu'elles sont reçues ou sont recevables, si le montant peut être raisonnablement estimé et que sa rentrée est raisonnablement assurée.

Les apports en nature, lorsqu'utilisés dans le cours normal des activités de la Société et auraient autrement été achetés, sont comptabilisés à leur juste valeur estimée au moment de leur réception. Puisqu'il est difficile de déterminer leur juste valeur, les services fournis par les bénévoles et les services fournis par l'Aéroclub Rockcliffe (note 13), la location d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (note 16), et les objets donnés à la collection (note 4) ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

iv) Produits d'intérêts

Les intérêts sont constatés et comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont gagnés, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(i) Conversion de devises

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en dollars canadiens en fonction du taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en utilisant le taux de change en vigueur au 31 mars.

Les gains et les pertes réalisés découlant de la conversion de devises sont reportés dans l'état des résultats. Les gains sont reportés au titre de produits divers dans le tableau des produits d'exploitations et les pertes sont reportées au titre de charges diverses dans le tableau des charges.

(j) Actifs et passifs financiers

La Société classe les instruments financiers au moment de leur comptabilisation initiale en fonction des raisons pour lesquelles les actifs financiers ont été acquis ou les passifs ont été engagés. Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers à leur comptabilisation initiale correspond au prix de transaction, soit la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Suivant leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués par l'application du traitement comptable qui correspond à leur classement.

Les actifs et les passifs financiers sont évalués au coût ou au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les créances excluant les taxes à recevoir. Les passifs financiers comprennent l'avance à long terme, et les créditeurs et les charges à payer.

(k) Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont des passifs potentiels susceptibles de devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future se produise ou ne se produise pas et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés. Si la probabilité est indéterminable ou le montant ne peut être raisonnablement estimé, l'éventualité est présentée dans les notes aux états financiers.

(l) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes du secteur public, applicables aux organismes gouvernementaux sans but lucratif, exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des produits et des charges présentés dans les états financiers de l'exercice.

Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les charges à payer, la provision pour créances douteuses, les avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations.

La principale hypothèse concernant l'avenir et d'autres sources importantes d'incertitude concernant les estimations à la date de l'état de la situation financière, qui présente un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant est la durée de vie utile estimative des immobilisations.

La durée de vie utile estimative des immobilisations se fonde sur les intentions de la direction en ce qui a trait au bien, à l'expérience historique relative au bien, aux plans internes de gestion des biens

et à d'autres facteurs déterminés par la direction. La durée de vie utile est évaluée chaque année et toute modification est prise en compte de façon prospective.

Aucune autre hypothèse ou estimation comptable n'a été établie comme présentant un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Société fait des investissements à court terme et faible risque dans des placements à revenus fixes et des comptes d'épargne à intérêts élevés. Le rendement global du portefeuille au 31 mars 2016 était de 1,02 %. Au 31 mars 2015, la durée moyenne jusqu'à l'échéance était de 24 jours et encaissable sur demande.

<i>(en milliers de dollars)</i>	2016	2015
Trésorerie	38 318 \$	6 532 \$
Investissements à court terme	-	2 507
	38 318	9 039
Moins les montants alloués à des fins affectées	29 938	2 638
Trésorerie et équivalents de trésorerie non affectés	8 380 \$	6 401 \$

Certains montants de l'année précédente ont été rajustés afin de mieux refléter les composants de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Cela a entraîné la reclassification de 5 298 000 \$ d'investissements à court terme à trésorerie.

4. Collection

Une partie de la mission de la Société est de « promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques [...] ». Cette collection représente l'actif principal de la Société et est répartie entre les secteurs suivants :

- les communications;
- les ressources non renouvelables et le design industriel;
- les ressources naturelles;
- les sciences physiques et la médecine;
- les ressources renouvelables, qui comprennent l'agriculture et la foresterie;
- les instruments, outils et systèmes ayant des applications directes en mathématiques, en chimie, en physique, ainsi qu'en astronomie, astrophysique, météorologie, arpentage et cartographie, et technologies de l'information;
- les transports: terrestre, maritime, aérien et spatial.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2016, la Société s'est départie de 177 objets (2015 - 100 objets) pour un montant total de 0 \$ (2015 - 1 000 \$) et a acquis 96 objets (2015 - 90 objets) pour ses collections, par l'entremise du processus d'acquisition/aliénation d'artefacts. Les sommes provenant de la vente d'artefacts en 2015 ont été utilisées pour acquérir de nouveaux objets pour la collection.

5. Immobilisations

(en milliers de dollars)	31 mars 2016			31 mars 2015		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	10 102 \$	- \$	10 102 \$	10 102 \$	- \$	10 102 \$
Bâtiments	67 902	26 374	41 528	74 804	31 473	43 331
Améliorations aux bâtiments	21 955	16 168	5 787	24 429	17 414	7 015
Mobilier de bureau	1 143	800	343	1 095	680	415
Matériel	3 327	2 413	914	2 884	2 248	636
Logiciel	1 380	1 244	136	1 306	1 198	108
Expositions permanentes	2 504	686	1 818	1 477	393	1 084
Droit de passage	147	-	147	147	-	147
Projets d'immobilisations en cours	11 136	-	11 136	1 056	-	1 056
	119 596 \$	47 685 \$	71 911 \$	117 300 \$	53 406 \$	63 894 \$

Les immobilisations d'une valeur comptable nette de 590 000 \$ (2015 - 1 368 000 \$) ont été radiées au cours de l'exercice y compris un montant de 532 000 \$ (2015 - 1 353 000 \$) en raison de la fermeture. Le montant de radiation a été présenté comme charge sous amortissement et radiation d'immobilisations dans le tableau des charges.

6. Crédoiteurs et charges à payer

(en milliers de dollars)	2016	2015
Comptes fournisseurs	4 509 \$	2 185 \$
Ministères, organismes et sociétés d'État	785	315
Salaires à payer et autre passif lié aux salaires	1 255	1 406
	6 549 \$	3 906 \$

7. Avantages sociaux futurs

(a) Régime de retraite

Le président du Conseil du Trésor du Canada détermine les cotisations obligatoires de l'employeur en se basant sur un multiple des cotisations obligatoires des employés. Le taux général des cotisations obligatoires de l'employeur en vigueur à la fin de l'exercice 2015-2016 était dépendant de la date d'embauche de l'employé. Pour les dates d'embauche précédant le 1 janvier 2013, le taux des cotisations générales de la Société en vigueur à la fin de l'année était 10,41 % (2015 - 10,43 %), et pour les dates d'embauche subséquentes au 31 décembre 2012 le taux des cotisations générales de la Société en vigueur à la fin de l'année étaient 8,73 % (2015 - 9,02 %). Des cotisations totales de 1,54 M\$ (2015 - 1,52 M\$) ont été comptabilisées en tant que charges de l'année courante.

Le gouvernement du Canada est tenu par la loi de verser les prestations liées au régime. En général, les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service donnant droit à une pension, multiplié par la moyenne des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont coordonnées avec celles du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec, et sont indexées au taux d'inflation.

(b) Indemnités de départ, prestations de cessation d'emploi et congés de maladie

À la date de l'état de la situation financière, les renseignements utiles à l'égard de ces régimes sont les suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2016	2015
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	1 012 \$	841 \$
Coût de l'exercice	117	446
Indemnités versées au cours de l'exercice	(505)	(275)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	624	1 012
Pertes actuarielles non amorties	(131)	(189)
Passif au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	493 \$	823 \$
Tranche à court terme	297 \$	618 \$
Tranche à long terme	196	205
Passif au titre des prestations constituées	493 \$	823 \$

8. Apports reportés et produit reporté

Les produits reportés représentent les montants reçus avant que les services soient rendus ou dus au 31 mars. Les crédits parlementaires reportés représentent les crédits parlementaires approuvés et reçus pour des projets en cours ou reçus d'avance. Les apports reportés représentent les fonds reçus à une fin précise et pour lesquels les charges connexes n'ont pas encore eu lieu.

Les changements apportés au solde d'apports reportés et de produits reportés au cours de l'exercice sont les suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2016	2015
Solde au début de l'exercice	9 380 \$	4 891 \$
Plus :		
Apports affectés de la Fondation de la Société des musées de sciences et technologies	78	205
Crédits parlementaires affectés reçus ou dus	32 245	6 279
Commandites et autres contributions reçues ou dues	1 633	1 005
Moins :		
Apports affectés constatés de la Fondation de la Société des musées de sciences et technologies	(78)	(205)
Crédits parlementaires affectés utilisés	(11 603)	(1 221)
Commandites et autres contributions utilisées au cours de la période	(1 205)	(1 365)
Fonds (utilisés) reçus pour l'offre des biens et des services	(155)	(209)
Solde à la fin de l'exercice	30 295 \$	9 380 \$

Au 31 Mars 2016, les crédits parlementaires reportés non utilisés s'élèvent à 28 461 000 \$ (2015 - 7 819 000 \$), les subventions et commandites reportées s'élèvent à 1 477 000 \$ (2015 - 1 098 000 \$) et les autres produits reportés s'élèvent à 357 000 \$ (2015 - 463 000 \$).

9. Avance à long terme

De 2008 à 2010, la Société a reçu des fonds du Secrétariat du Conseil du Trésor pour construire des salles de classe, des aires de vente au détail et un auditorium au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. La Société a aussi obtenu du financement en 2008 pour établir une fondation pour la Société des musées de sciences et technologies du Canada.

(en milliers de dollars)	2016	2015
Financement pour la construction d'installations génératrices de profit	4 208 \$	4 208 \$
Financement pour l'établissement d'une fondation	325	325
	4 533 \$	4 533 \$

La Société a reçu les fonds sur la prémisses qu'un mécanisme de remboursement sera établi. Toutefois le remboursement des fonds pour la construction d'installations génératrices de profit n'était pas prévu avant 25 ans après le début du projet et le remboursement des fonds reçus pour établir la Fondation n'était pas prévu avant 6 ans suivant la date où la Fondation commence ses opérations. Au 31 mars 2016 un mécanisme de remboursement doit encore être établi. La Société n'a pas d'intérêt à payer sur cette avance de fonds.

10. Apports reportés liés aux immobilisations

Les apports reportés liés aux immobilisations représentent la portion non amortie des crédits parlementaires et des commandites affectée à l'achat d'immobilisations amortissables. Les apports reportés relativement aux immobilisations sont comptabilisés au titre de crédits parlementaires et de commandites selon la même méthode et pour les mêmes périodes sur lesquelles l'immobilisation connexe est amortie.

Les changements aux apports reportés relativement au solde d'immobilisations sont les suivants :

(en milliers de dollars)	2016	2015
Solde au début de l'exercice	50 018 \$	53 399 \$
Montants utilisés pour l'achat d'immobilisations	12 244	1 539
Amortissement de l'apport reporté lié aux immobilisations	(4 122)	(4 920)
Solde à la fin de l'exercice	58 140 \$	50 018 \$

Pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 2016, le financement d'acquisition d'immobilisations au moyen de crédits parlementaires totalisait 12 037 000 \$ (798 000 \$ en 2015) et au moyen de commandites s'élevait à 207 000 \$ (741 000 \$ en 2015). Au 31 mars 2016, l'amortissement des apports reportés de commandites liés aux immobilisations totalisait 205 000 \$ (748 000 \$ en 2015) et celui des crédits parlementaires liés aux immobilisations s'élevait à 3 917 000 \$ (4 172 000 \$ en 2015).

11. Crédits parlementaires

(en milliers de dollars)	2016	2015
Budget principal des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	29 755 \$	33 144 \$
Budgets des dépenses supplémentaires :		
Réfection de l'infrastructure et renouvellement des expositions du MSTC	29 355	-
Indemnités de départ et salaires rétroactifs	491	226
	59 601	33 370
Crédits parlementaires reportés utilisés dans l'exercice	-	32
Crédits parlementaires approuvés au cours de l'exercice pour des dépenses d'acquisitions d'immobilisations au cours d'exercices ultérieurs	(20 642)	(5 090)
Montant utilisé pour l'acquisition d'immobilisations amortissables	(12 037)	(798)
Amortissement des apports reportés liés aux immobilisations	3 917	4 172
Crédits parlementaires	30 839 \$	31 686 \$

12. Fondation de la Société des musées de sciences et de technologies du Canada

La Fondation de la Société des musées de sciences et de technologies du Canada (la Fondation) a été constituée le 14 novembre 2007 en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est un organisme de bienfaisance enregistré depuis le 1^{er} avril 2008 en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La Fondation est une entité juridique distincte de la Société des musées de sciences et de technologies du Canada et elle a pour mandat de recueillir des fonds qui serviront en totalité à des projets déterminés par la Fondation.

La Fondation recueille des fonds auprès de mécènes, de sociétés, d'associations et de la collectivité. Les contributions de la Fondation à la Société seront comptabilisées à titre de produits de contribution dans l'état des résultats de la Société. Pour l'exercice 2015-2016, la Fondation a versé 78 000 \$ (2015 - 205 000 \$) à la Société. Ces fonds ont été dépensés conformément aux souhaits des donateurs.

La Société et la Fondation sont liées en vertu de l'intérêt économique de la Société dans la Fondation. On considère que la Société a beaucoup d'influence, étant donné que la raison d'être de la Fondation est intégrée à celle de la Société, et compte tenu de la participation de la Société à l'établissement des politiques et de l'orientation stratégique de la Fondation et des sommes importantes recueillies par la Fondation au profit de la Société.

En 2015-2016, les charges directes reliées aux coûts de collecte de fonds et engagées par la Société ont été :

- d'une part, imputées à la Fondation et comptabilisées au titre de « compte débiteur de la Fondation » par la Société, pour la somme de 46 000 \$ (2015 - 54 000 \$);
- d'autre part, absorbées par la Société pour reconnaître les efforts déployés par la Fondation pour attirer des commandites qui ont été comptabilisées directement dans les états financiers de la Société, pour la somme de 386 000 \$ (2015 - 132 000 \$).

Au 31 mars 2016, le montant que la Fondation devait à la Société s'élevait à 265 000 \$ (2015 - 279 000 \$).

La politique de la Société est de ne pas allouer les coûts relatifs à l'entretien du bâtiment et du matériel, aux services administratifs et à la technologie de l'information à d'autres fonctions de la Société et à la Fondation. Les frais de soutien administratif fournis gratuitement à la Fondation sont estimés à 75 000 \$ (2015 - 105 000 \$).

Les états financiers de la Fondation n'ont pas été consolidés à ceux de la Société et sont disponibles sur simple demande.

13. Aéroclub Rockcliffe

L'Aéroclub Rockcliffe (Rockcliffe Flying Club, RFC) est une école de pilotage reconnue par Transports Canada. Le RFC gère l'aéroport de Rockcliffe, qui est la propriété de la Société des musées de sciences et technologies du Canada et qui est situé sur le terrain du Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. La Société a un intérêt économique dans le RFC en raison des importantes ressources fournies à l'Aéroclub en échange de l'entretien des lieux. La Société permet au RFC d'utiliser l'aéroport sans frais en échange de l'exploitation et de l'entretien des pistes, des voies de circulation, des aires de trafic, des terrains, des stationnements et de la voie d'accès. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des services reçus ou des services offerts, l'opération n'est pas comptabilisée dans les présents états financiers.

14. Instruments financiers et l'exposition aux risques

La Société a déterminé et évalué son exposition aux risques de la façon suivante :

(a) Juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances excluant les taxes à recevoir et des créditeurs et charges à payer de la Société correspond approximativement à leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur liée à l'avance à long terme de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs et a été actualisée en utilisant les taux d'obligation du gouvernement avec des conditions et caractéristiques similaires :

	31 mars 2016		31 mars 2015	
(en milliers de dollars)	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Avance à long terme	4 533 \$	3 335 \$	4 533 \$	3 276 \$

(b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière pour la Société, associé à un manquement de la part d'une contrepartie à assumer ses obligations financières et découle principalement de la trésorerie et équivalents de trésorerie (incluant la portion affectée), et des créances excluant les taxes à recevoir de la Société. La Société considère que le risque n'est pas important.

i) Trésorerie

La Société a déposé la trésorerie auprès d'institutions financières de renom qui sont des membres de l'Association canadienne des paiements. La Société a déterminé que le risque de perte n'est pas important.

ii) Équivalents de trésorerie

La Société gère son exposition au risque de crédit découlant des équivalents de trésorerie de 5 347 000 \$ (2015 - 7 805 000 \$) en se limitant à des placements à revenu fixe à court terme. Selon la politique de la Société sur les placements et les activités bancaires, les obligations de

société doivent avoir une cote de solvabilité de bonne qualité (A-1, A ou mieux) noté par la Société canadienne d'évaluation du crédit (DBRS).

iii) Créances

La Société est exposée au risque de crédit provenant des clients dans le cours normal de ses activités. Au 31 mars 2016, les créances excluant les taxes à recevoir totalisaient 1 125 000 \$ (2015 - 7 578 000 \$). Les créances sont nettes de la provision pour créances douteuses de 27 000 \$ (2015 - 71 000 \$), qui est établie selon le risque de crédit particulier associé aux clients et aux autres renseignements pertinents. La concentration du risque de crédit relatif aux créances est limitée en raison de la faible valeur des opérations avec les clients autres que les ministères.

La variation dans la provision pour les créances douteuses au cours de l'exercice financier terminé le 31 mars 2016 a diminué de 44 000 \$ (2015 - diminution de 56 000 \$) relativement aux soldes en souffrance.

Au 31 mars 2016, 226 000 \$ (2015 - 191 000 \$) des créances étaient en retard de paiement (plus de 30 jours) sans pour autant avoir subi de dépréciation.

(c) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que les variations du prix de marché, telles que les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les flux de trésorerie futurs de la Société ou sur la juste valeur de ses instruments financiers. La Société considère que le risque n'est pas important.

i) Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie et ses créditeurs principalement libellés en dollars américains.

La Société pratique ses activités principalement au Canada. Le risque de change est très limité à cause de la petite valeur des transactions dans des monnaies autres que le dollar canadien. Au 31 mars 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et le passif à court terme comprenaient respectivement 1 292 000 \$ US (2015 - 43 000 \$ US) et 6 000 \$ US (2015 - 1 000 \$ US), qui sont exposés aux fluctuations du taux de change des dollars américain et canadien.

L'incidence approximative d'une hausse de 10 % du dollar canadien comparativement au dollar américain sur ces soldes exposés au 31 mars 2016 représente une diminution de 167 000 \$ (2015 - 4 000 \$) du bénéfice net. L'incidence approximative d'une baisse de 10 % représente une augmentation de 167 000 \$ (2015 - 4 000 \$) du bénéfice net.

Une sensibilité de 10 % a été choisie, ce qui est considéré comme étant raisonnable compte tenu du niveau actuel des taux de change et de la volatilité observée en se basant sur l'historique et des attentes du marché en matière d'évolution du dollar canadien et du dollar américain.

ii) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur les équivalents de trésorerie. Le risque n'est pas important en raison de leur nature à court terme.

(d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure d'assumer ses obligations financières à leur échéance. Les obligations financières incluent les créiteurs et charges à payer, et le paiement de l'avance à long terme.

La Société gère le risque de liquidité grâce à la gestion de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie (note 3). L'objectif de la Société quant à la gestion du risque de la liquidité est de gérer les opérations et les dépenses de trésorerie au sein du crédit autorisé par le Parlement et de ses produits auto-générés. La Société considère que le risque n'est pas important.

Au 31 mars 2016, la totalité des créiteurs et charges à payer est exigible à l'intérieur d'une période de 365 jours (2015 - 365 jours). Aucun mécanisme de remboursement n'a encore été établi pour l'avance à long terme de la Société.

Les objectifs, politiques et processus de la Société en matière de gestion des risques, de même que les méthodes utilisées pour les mesurer, correspondent à ceux qui étaient en place au 31 mars 2015. En outre, l'exposition aux risques et la manière dont ils surviennent sont les mêmes que pour l'exercice précédent.

15. Obligations contractuelles

Au 31 mars 2016, la Société s'était engagée dans divers contrats pour la location d'immeubles, de services de protection, de services de gestion d'installation et la location d'expositions, pour un montant total de 60 195 000 \$ (2015 - 18 667 000 \$). Les versements minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices et les années suivantes sont :

(en milliers de dollars)

2016-2017	35 753 \$
2017-2018	12 832
2018-2019	2 970
2019-2020	2 138
2020-2021	1 323
2021-2022 et années suivantes	5 179

60 195 \$

16. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, la Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les opérations entre apparentés comprennent également les principaux dirigeants ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Société, ce qui incluent l'équipe de direction, tous les membres du conseil d'administration et les membres de leur famille immédiate. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités et aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées, et ces transactions sont comptabilisées à la valeur d'échange.

En plus des transactions entre apparentés divulgués ailleurs dans les états financiers, les opérations suivantes ont été réalisées avec des parties apparentées. La Société a conclu des opérations avec des parties apparentées, y compris mais non limité à la vente et l'achat de biens ainsi qu'à la

réception et l'offre de services. Les opérations les plus importantes avec des parties apparentées comprennent les impôts fonciers et les charges pour les prestations des employés.

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus provenant de parties apparentées		
Produits d'exploitation	82 \$	142 \$
Contributions	851	377
	933 \$	519 \$
Charges avec des parties apparentées		
Coûts du personnel	\$3,207	\$3,512
Impôt foncier	829	1,232
Autres Charges	397	304
	\$4,433	\$5,048
Commandites et autres contributions utilisées au cours de la période pour acquérir des immobilisations	171 \$	742 \$

Au cours de l'année, la Société a aussi reçu gratuitement des services d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, et du Bureau du vérificateur général du Canada. La location des édifices et des installations connexes du Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada sur le site de la Ferme expérimentale du Canada, et les services de vérification, ont été fournis gratuitement à la Société et ne sont pas présentés dans l'état des résultats de la Société.

17. Éventualités

Dans le cours normal des activités de la Société, il arrive que diverses revendications ou actions judiciaires soient intentées contre elle. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers de la Société. Au 31 mars 2016, une provision de 25 000 \$ a été comptabilisée basée sur l'évaluation du passif potentiel par la Société et des firmes d'avocat externes (2015 - 65 000 \$). L'effet, le cas échéant, de la résolution finale de ces poursuites sera comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles pourront être déterminées.

Au 31 mars 2015, les passifs éventuels concernant l'élimination de l'amiante ont entraîné des coûts réels de 311 000 \$ pendant l'année. L'élimination de la moisissure et de l'amiante a été terminée en 2015-2016. Par conséquent, aucun passif éventuel associé à l'élimination de l'amiante n'a été comptabilisé au 31 mars 2016.

18. Fermeture temporaire du Musée des sciences et de la technologie du Canada

Le 11 septembre 2014, la Société a découvert la présence de moisissure dans l'air au Musée des sciences et de la technologie du Canada (le Musée). Par conséquent, il est fermé depuis ce jour. Le 17 novembre 2014, le gouvernement du Canada annonçait un investissement de 80,5 millions de dollars pour réparer et moderniser le Musée. Ce financement est essentiel pour aborder les questions de santé et de sécurité qui sont d'un intérêt immédiat et pour soutenir le travail de la Société, qui consiste à promouvoir la longue histoire de réalisations scientifiques et technologiques du Canada. Plus précisément, les fonds serviront à enlever la moisissure et remplacer la toiture du musée, à rénover et à moderniser les espaces d'expositions et de plancher du musée, à mettre à niveau les systèmes d'extinction d'incendie et le renforcement parasismique de la structure du bâtiment, et à actualiser la façade extérieure du Musée pour qu'elle soit assortie au nouvel intérieur moderne. Les travaux seront exécutés au cours des deux prochaines années, et le Musée devrait rouvrir ses portes en novembre 2017.

L'impact de la fermeture a aussi permis de réaliser des économies dans les coûts d'opération, principalement au niveau de la réparation et de l'entretien des immeubles, les coûts du personnel et des services publics. Ces économies contrebalancent les pertes de revenus associées à la fermeture du musée.

19. Chiffres correspondants

Certains montants comparatifs ont été ajustés à la présentation du présent exercice.

TABLEAU 1: TABLEAU DES PRODUITS D'EXPLOITATION ET DES CONTRIBUTIONS

pour l'exercice terminé le 31 mars

Produits d'exploitation

<i>(en milliers de dollars)</i>	2016	2015
Droits d'entrée et programmes		
Sciences et technologie	37 \$	889 \$
Aviation et espace	767	674
Agriculture et alimentation	834	717
Ventes dans les boutiques	503	682
Location des installations et concessions	315	325
Stationnement	468	441
Adhésion	270	452
Activités de la Ferme	347	358
Expériences thématiques	63	99
Divers	252	261
TOTAL	3 856 \$	4 898 \$

Contributions

<i>(en milliers de dollars)</i>	2016	2015
Subventions et commandites	1 257 \$	1 372 \$
Services fournis	-	317
Autres contributions des individus et des sociétés	149	85
Contributions de la Fondation	78	205
TOTAL	1 484 \$	1 979 \$

TABLEAU 2: TABLEAU DES CHARGES

pour l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)	2016	2015
Coûts du personnel	18 039 \$	19 447 \$
Amortissement et radiation d'immobilisations	4 228	5 025
Services professionnels et spéciaux	2 666	2 048
Location d'immeubles	2 195	2 011
Impôt foncier	1 258	1 660
Frais de gestion immobilière	1 180	1 440
Services publics	1 040	1 180
Réparation et entretien des bâtiments	627	1 015
Matériaux et fournitures	1 200	985
Services de protection	693	689
Conception et affichage	731	234
Publicité	495	335
Boutiques et commercialisation des produits	274	328
Réparation et entretien du matériel	227	291
Communications	211	242
Déplacement	316	234
Publications	216	170
Fournitures et matériel de bureau	126	150
Acquisition d'objets pour la collection	79	103
Divers	53	75
Fret, messageries et camionnage	89	72
Location de matériel	114	62
Livre	37	35
Total	36 094 \$	37 831 \$